
CONSEIL RÉGIONAL

GROUPE COMMUNISTE

AGENDA 21

Intervention de Véronique Daudin

En ce début du XXI^{ème} siècle, le réchauffement climatique constitue un défi majeur pour l'avenir de l'humanité. Le diagnostic en est maintenant bien établi et les causes connues. Ce réchauffement est dû pour l'essentiel au surcroît d'émission de gaz à effet de serre produit par les activités humaines et majoritairement par la combustion des énergies fossiles.

Les conséquences en sont déjà visibles avec des événements climatiques extrêmes, l'extension de la sécheresse dans certaines zones, la fonte des glaciers des montagnes et des calottes glaciaires...

A l'échelle de la Région, nous avons, bien entendu, notre rôle à jouer pour enrayer ce processus de destruction progressive de notre planète.

A ce titre, l'Agenda 21, avec ses 4 grands objectifs et ses 10 thèmes d'actions prioritaires, est un outil intéressant.

Le travail considérable, effectué autour de cet Agenda, montre notre volonté de progresser rapidement avec des actes concrets et rapides, comme par exemple dans le domaine des transports, la « gratuité pour les chômeurs », ou « TER Bac+ et TER apprenti » ou encore le développement de l'intermodalité...ou encore dans le domaine des énergies renouvelables avec le soutien financier de la Région au développement des énergies renouvelables par les collectivités ou les particuliers.

Mais aussi de construire ensemble et avec tous les acteurs de la vie économique, les citoyens eux-mêmes, les associations, les élus, un réel projet cohérent pour un avenir durable que ce soit dans le domaine de l'emploi, la culture, la solidarité, l'urbanisme, les transports, la formation, l'innovation.

Nous sommes particulièrement attentifs à la démarche participative de l'Agenda 21. Celle-ci a effectivement eu lieu en interne dans un premier temps, mais l'appropriation de cet Agenda par la population est essentielle et incontournable. Tout le monde doit être acteur.

L'enjeu est important dans un contexte national et international où plus rien n'est cohérent en matière de développement durable et de préservation de la planète.

Un petit pas est effectivement effectué avec l'Agenda 21 mais en même temps, 10 pas en arrière ont été imposés par l'accentuation des pressions du capitalisme libéral avec son obsession de la rentabilité immédiate au détriment de la réflexion sur l'avenir et la sauvegarde des ressources nécessaires à nos enfants, petits enfants et au delà.

Pour les financiers de la Bourse, les glaciers qui fondent « ça n'existe pas » comme dirait Prévert, les cyclones qui tuent de plus en plus, « ça n'existe pas ». Seuls comptent les profits d'aujourd'hui, même s'ils préparent les catastrophes écologiques de demain.

Dans ce contexte, la vraie logique de l'Agenda 21 ne peut-être qu'anti-libérale. Nous sommes là au coeur de la contradiction fondamentale dans laquelle s'inscrit le développement durable actuel : avec des acteurs qui y croient et essaient de le promouvoir et qui se retrouvent face à un capitalisme

libéral de plus en plus sauvage dont le seul objectif est la recherche du profit au détriment de l'être humain et de son environnement.

Comment peut-on supporter de voir sans frémir d'horreur la photo de cet enfant publiée en couverture du journal l'Humanité, qui mange des galettes de terre pour apaiser sa faim ? Pour autant certains continuent de promouvoir la production d'agro carburants qualifiée récemment de « crime contre l'humanité ».

Conséquences de choix financiers qui ne tiennent nullement compte des intérêts des populations, la crise alimentaire actuelle affecte des millions de personnes.

Peut-on, en effet, défendre l'environnement en faisant de la concurrence « libre et non faussée » le credo d'une économie dominée, entre autres par les lobbies pétroliers dont on sait la responsabilité dans le réchauffement climatique?

Peut-on défendre l'environnement en faisant des quotas de pollution un marché dominé par les plus riches, favorisant le dumping environnemental et les délocalisations ?

Peut-on défendre l'environnement sans faire des services publics le bras armé de cette ambition?

L'eau, l'énergie, les déchets, la biodiversité sont des biens communs qui doivent échapper à la marchandisation.

Peut-on enfin défendre l'environnement sans mettre en place une fiscalité tout à la fois égalitaire sur le plan social et incitative sur le plan écologique?

L'Agenda 21 Régional ne se trouve pas à part des politiques nationales et internationales. Tout en restant modeste quant à la part qu'il occupe, c'est une pierre à l'édifice que nous devons construire ensemble pour sauver notre planète.

Dans la mesure où l'Agenda 21 fait en sorte de prendre en compte l'ensemble de nos politiques, pour les confronter au cours du temps qui passe, à la nécessité de bien mesurer, de bien évaluer les résultats de celles-ci, d'en faire le bilan pas seulement comptable mais aussi en terme de durabilité, donc d'efficacité, nous aurons fait un grand pas en avant.

Quand je dis nos politiques, je pense en particulier à toutes celles encore récentes que nous avons mises en œuvre avec la majorité régionale, dans les domaines de l'économie, de l'éducation et de la formation, de la solidarité, des transports, de l'aménagement du territoire, etc...

Nous ne partons pas de rien, puisque nous avons déjà une pratique de bilan prenant en compte ces notions. Il s'agit désormais de les élargir à tout ce que nous faisons au Conseil régional et à échanger à partir de ce point de vue avec tous ceux avec qui nous travaillons.

C'est ainsi qu'un renforcement de notre pratique démocratique devient aussi un atout de la réussite de la mise en œuvre de notre Agenda 21.

La conséquence de tout ce que je viens d'exposer, c'est que ce ne sont pas systématiquement les politiques les mieux-disant financières qui devront retenir notre attention, mais celles qui associent du mieux possible les résultats comptables, les perspectives de durabilité, les mesures d'économie sur le long terme, en un mot une efficacité pour le 21^{ème} siècle. C'est ce à quoi vont servir les indicateurs, comme des outils qu'il nous faudra affûter au fur et à mesure.

Le groupe communiste va, bien évidemment, voter pour l'Agenda 21 Régional.

Mais nous faisons le choix d'affronter la crise écologique parce que sauvegarder la planète est inséparable du combat pour la justice sociale et l'émancipation humaine.